Vers une refonte de l'accord d'Arusha prÃ©conise International Crisis Group

Voice of America, 23 mai 2016 "Un an aprÃ¨s le dÃ©but de la crise dÃ©clenchÃ©e par la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, la situation au Burundi reste critique" affirme ICG dans son dernier rapport "Anatomie du troisiÃ¨me mandat", c'est l'intitulÃ© du rapport de International Crisis Group (ICG) qui dÃ©cortique le bilan de la situation depuis le dÃ©clenchement de la crise en avril 2015. De l'afflux des rÃ©fugiÃ©s, de la continuitÃ© de la confrontation armÃ©e entre les groupes inconnus et les forces gouvernementales, de la dÃ©gradation de la situation socio-Ã©conomique, ICG brosse un tableau sombre d'un pays endeuillÃ© par une crise sans prÃ©cÃ©dent.

Au delÃ du constant, ICG a formulÃ© des recommandations Ã l'endroit de plusieures parties prenantes dans la crise qui secoue le Burundi. ICG propose donc des voies de sortie. Sur VOA Afrique, Thierry Vircoulon, expert sur le Burundi auprÃ¨s de ICG affirme que "l'accord d'Arusha est sÃ©rieusement remise en cause" par le parti au pouvoir Ã Bujumbura. Il estime qu'il est "nÃ©cessaire de revisiter l'accord pour modifier certains points mais sans bouleverser l'ensemble de l'Ã©conomie de l'accord". Pour lui, trois forces politiques sont incontournables. Il s'agit du CNDD-FDD, des FNL et du CNARED. Thierry Vircoulon dÃ©clare aussi que "l'armÃ©e connait un problÃ¨me politique" et interpelle l'Union EuropÃ©enne Ã envisager le remplacement des troupes Burundaises en Somalie" ou de "changer le mode de versement des allocations des militaires sans passer par le gouvernement de Bujumbura". Ecouter Thierry Vircoulon sur Voice of America